

University of Manitoba

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le gouvernement fédéral doit investir dans la recherche par le truchement d'un accroissement du financement de base accordé aux conseils des subventions à la recherche, y compris des investissements pour le financement des coûts indirects de la recherche, la collaboration à la recherche internationale, des mécanismes de soutien aux études à l'étranger pour les étudiants canadiens et une augmentation des partenariats entre le milieu universitaire et le secteur privé au moyen de stages financés et de programmes de coopération. Cette action s'inscrirait dans la vision même du gouvernement fédéral qui reconnaît la valeur de l'innovation dans le budget 2012 et dans ses quatre stratégies phares : la stratégie des sciences et de la technologie, l'examen du soutien fédéral de la recherche-développement, la stratégie internationale en matière d'éducation et la stratégie commerciale mondiale. En outre, le gouvernement fédéral doit faire davantage pour attirer des professeurs et des étudiants étrangers au Canada afin de profiter des avantages économiques offerts par eux. Selon le rapport *Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada : Mise à jour* publié récemment, le montant total des dépenses effectuées par les étudiants internationaux au Canada a dépassé 8 milliards de dollars en 2010 seulement. Le gouvernement fédéral doit aussi continuer à investir dans l'éducation des Autochtones et améliorer l'accès aux études postsecondaires pour les Canadiens d'origine autochtone. Dans le cadre de son programme unique ACCESS, l'Université du Manitoba donne accès aux études universitaires aux étudiants en région éloignée ou à ceux qui sont désavantagés sur le plan socioéconomique – y compris les Canadiens d'origine autochtone. Les programmes de mentorat et de soutien et services aux étudiants aident les Canadiens d'origine autochtone à poursuivre des études postsecondaires – un investissement clair et judicieux dans la main-d'œuvre future chez la population qui connaît la croissance la plus rapide au Canada. La reprise économique est possible seulement si les niveaux de revenu moyens au Canada augmentent, une condition directement liée aux études supérieures. Selon l'étude de Statistique Canada intitulée *Le ralentissement économique et le niveau de scolarité, 2008 à 2011*, les Canadiens ayant fait des études postsecondaires ont conservé leur emploi au cours du ralentissement économique récent et ont été moins touchés par le chômage que les personnes sans diplôme d'études postsecondaires. Les études universitaires ont un rôle essentiel à jouer au chapitre de la reprise économique par le truchement du recrutement et du maintien en poste d'employés hautement qualifiés, lesquels réalisent des travaux de recherche innovateurs, et par le biais de la formation de sorte que la main-d'œuvre du Canada puisse être productive, innovatrice, adaptable et compétitive sur le marché global moderne.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Le gouvernement fédéral doit continuer d'investir dans les projets d'infrastructure qui sont doublement avantageux pour les universités et les Canadiens, dans leur ensemble. Par exemple, grâce au Programme d'infrastructure du savoir, l'Université du Manitoba a été en mesure de financer sept projets d'investissement, soit une aide financière de 32 millions de dollars. Cette aide financière a permis de recueillir un montant additionnel de 52 millions de dollars, soit un total de 84 millions de dollars, créant ainsi 632 550 heures de travail sur une période de deux ans. Cet investissement dans l'infrastructure a créé des emplois dans le secteur de la construction et les métiers connexes, lesquels ont eu des répercussions sur divers fournisseurs de biens et de services. L'aide financière fédérale à l'infrastructure peut être utilisée pour construire des installations de première classe dans les campus, attirant ainsi du personnel hautement qualifié de toutes les régions du Canada et de l'étranger, pour contribuer aux initiatives de recherche continues et innovatrices. La construction de ces installations devrait attirer sans cesse davantage d'effectifs de grande qualité, ajoutant un avantage cumulatif pour l'université, la province, le pays et au-delà des frontières. Des installations de grande qualité attirent du personnel de grande qualité, et il en résulte des idées et des produits de grande qualité et des technologies à la fine pointe, démontrant ainsi la valeur des investissements fédéraux dans l'infrastructure. Selon les estimations, 70 % des nouveaux emplois qui seront créés au cours des 10 prochaines années exigeront des études postsecondaires. Les employeurs canadiens génèrent encore des emplois pour les diplômés universitaires même dans l'environnement économique actuel; ainsi donc, en termes nets, le nombre d'emplois pour les diplômés universitaires a augmenté de 613 000 entre mai 2008 et mai 2012, ce qui se traduit par une hausse de 15 % du nombre d'emplois au Canada. Pour demeurer compétitif sur le plan international et créer davantage d'emplois pour répondre à la demande et aux exigences de la croissance économique, il est essentiel d'investir dans ce type d'infrastructure à court terme de sorte que les dividendes à long terme, sous la forme d'une main-d'œuvre ayant fait des études supérieures, se fassent directement sentir sous la forme d'un rendement concurrentiel supérieur sur le marché national et les marchés étrangers. Tandis que de plus en plus d'emplois requièrent des compétences techniques plus grandes et des études supérieures, l'investissement dans les universités constitue le premier choix pour assurer que l'économie canadienne puisse demeurer compétitive dans un environnement global changeant. Par conséquent, les universités doivent être admissibles à des investissements fédéraux dans l'infrastructure nouveaux et soutenus.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Le vieillissement de la main-d'œuvre au Canada, qui est bien réel, est une préoccupation de plus en plus pressante. Pour aider à faire face à ce problème, il faudra notamment hausser le niveau d'études et veiller au perfectionnement de professionnels spécialisés pour répondre aux besoins de l'économie canadienne. La collaboration internationale dans le domaine de la recherche, qui attire des étudiants et des chercheurs internationaux talentueux, encourage les échanges d'étudiants internationaux et les partenariats avec le secteur privé et améliore l'accès à l'éducation pour le segment de la population canadienne qui connaît la croissance la plus rapide, c'est-à-dire les Canadiens d'origine autochtone, est

de la toute première importance. Suivant les estimations, en 2026, il y aura au Canada 1,5 million de Canadiens d'origine autochtone. En Saskatchewan et au Manitoba, une personne sur quatre dans la population active sera un Canadien autochtone. Selon Statistique Canada, si, en 2026, les Canadiens d'origine autochtone avaient des résultats sur le plan professionnel égaux et des niveaux de scolarisation similaires à ceux de la population générale actuelle, le PIB du Canada augmenterait pour atteindre 401 milliards de dollars. En outre, des économies de 77 milliards de dollars seraient réalisées étant donné la réduction des programmes et des services gouvernementaux et les gouvernements fédéral et provinciaux profiteraient de 39 milliards de dollars additionnels au titre des recettes fiscales cumulatives. La population active serait composée de 187 000 à 320 000 personnes. Les données sont convaincantes et démontrent clairement que les investissements du gouvernement fédéral dans l'éducation des Autochtones produiront des dividendes importants dans un proche avenir. Il est de la plus grande importance d'attirer les étudiants internationaux et cette mesure s'inscrit dans la vision énoncée dans le rapport récent *Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada : Mise à jour*. Selon le rapport, le secteur d'activité lié aux étudiants internationaux a créé 86 000 emplois dans l'économie canadienne et le montant total des dépenses des étudiants internationaux atteint 8 milliards de dollars en 2010 seulement. Un investissement approprié dans le recrutement et le maintien en poste des étudiants internationaux contribuerait grandement à soutenir les efforts déployés au Canada pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique. Le gouvernement fédéral doit appliquer des politiques qui facilitent le recrutement des professeurs et des étudiants internationaux de manière à attirer du personnel de grande qualité afin d'assurer que le Canada puisse relever les défis futurs. En outre, le gouvernement doit aussi améliorer l'accès à l'éducation et promouvoir la valeur de l'éducation chez les Canadiens d'origine autochtone afin de répondre aux exigences en matière d'éducation dans l'économie canadienne actuelle.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Comme indiqué dans le rapport du groupe d'experts chargé de l'examen du soutien fédéral de la recherche-développement, un investissement continu dans la recherche fondamentale et l'amélioration des partenariats entre le milieu universitaire et le secteur privé est grandement requis. Selon le rapport *Innovation Canada : Le pouvoir d'agir* (aussi appelé le rapport Jenkins), les partenariats entre le secteur public, les universités et collèges et le secteur privé font en sorte que les idées prometteuses reçoivent une aide financière préférentielle et que la recherche se traduit en biens et services commercialisés qui profitent à l'économie canadienne. Ce n'est qu'au moyen de ce type d'innovation que les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes pourront demeurer compétitives. Les PME représentent près de 75 % du secteur privé au Canada et, souvent, elles n'ont pas les ressources nécessaires pour effectuer de la recherche concurrentielle ou embaucher des diplômés ou des stagiaires qualifiés qui pourraient ajouter de la valeur à l'entreprise. Les PME bénéficieraient grandement d'une collaboration accrue entre l'industrie et le milieu universitaire. Le partage des compétences compenserait en grande partie le manque de ressources, qui a un impact négatif sur les PME canadiennes. La productivité au Canada est directement liée au niveau d'études de la main-d'œuvre. Il est de plus en plus important de détenir un diplôme universitaire pour être compétitif au sein de la main-d'œuvre canadienne. Le gouvernement fédéral doit tenir compte des recommandations du rapport Jenkins afin d'assurer le développement d'une main-d'œuvre instruite dans tout le pays pour garantir des niveaux élevés de productivité au Canada. C'est le meilleur moyen pour faire concurrence sur la scène internationale, attirer les meilleurs talents internationaux et asseoir la réputation des entreprises canadiennes partout dans le monde. Le

secteur privé reconnaît la valeur des universités à ce chapitre et a conclu des partenariats en collaboration avec les universités dans tout le pays. L'Université du Manitoba a conclu des partenariats avec diverses entreprises du secteur privé dans un éventail de domaines innovateurs. Le gouvernement fédéral doit augmenter son investissement dans l'éducation postsecondaire en augmentant l'aide financière par le truchement des conseils des subventions de recherche de même que le financement de programmes de stages professionnels et de programmes de collaboration et d'échanges internationaux, pour pouvoir demeurer en phase avec le secteur privé et contribuer à accroître la productivité de l'économie canadienne.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

À l'Université du Manitoba, nous sommes d'avis que les Canadiens d'origine autochtone éprouvent le plus de difficultés dans toutes les sphères pertinentes, notamment la faible réussite scolaire, les niveaux d'emplois peu élevés, la mauvaise santé, la surreprésentation dans le système pénal et les taux de mortalité supérieurs. Près d'un Canadien d'origine autochtone sur six se dit chez lui au Manitoba et ils sont plus de 150 000 dans la province. Ainsi donc, les maux sociaux qui frappent la collectivité autochtone sont durement ressentis dans la province – par contre, à l'Université du Manitoba, nous y voyons une occasion de changer la situation pour le mieux. Selon les estimations, au Canada, on prévoit que 400 000 Canadiens d'origine autochtone auront l'âge de travailler au cours des deux prochaines décennies. C'est là une source importante de talents pour le pays et, en raison des simples facteurs démographiques, bon nombre de ces Canadiens autochtones seront originaires du Manitoba. Les Canadiens d'origine autochtone considèrent l'éducation comme la priorité la plus importante pour changer leur situation socioéconomique, notamment compte tenu des statistiques saisissantes selon lesquelles le tiers des Canadiens d'origine autochtone n'a pas de diplôme d'études secondaires et que seulement 8 % détiennent un diplôme universitaire – environ le tiers du taux dans la population générale du Canada. L'Université du Manitoba est aux premières lignes au chapitre de la participation des collectivités autochtones au Manitoba, en offrant des cours de formation à distance, en diffusant de l'information sur les programmes d'études, les sources d'aide financière, les programmes de soutien des étudiants et en offrant des services de counselling sur les perspectives professionnelles futures aux étudiants autochtones par le truchement de son programme ACCESS. L'Université du Manitoba a conclu des partenariats avec des écoles et des collectivités autochtones pour encourager les élèves autochtones à envisager de poursuivre leurs études au niveau postsecondaire après l'obtention du diplôme d'études secondaires. Pour redresser la situation, le gouvernement fédéral doit fournir un soutien aux programmes universitaires qui visent à répondre aux besoins uniques des Canadiens d'origine autochtone, tout en améliorant l'accessibilité et la qualité de l'éducation offerte dans les écoles primaires et secondaires qui desservent des populations importantes d'élèves autochtones. Grâce à ce soutien, les Autochtones détenteurs d'un diplôme d'études secondaires seront davantage susceptibles de poursuivre leurs études au niveau postsecondaire. Il est de la plus haute priorité que le gouvernement fédéral investisse davantage dans les mesures de soutien aux familles, aux collectivités et financier pour les élèves autochtones.